

# BORDERLINES – CANADA’S OPTIONS IN NORTH AMERICA LES CHOIX DU CANADA EN AMÉRIQUE DU NORD

MONTRÉAL MARRIOTT CHÂTEAU CHAMPLAIN  
NOVEMBER 1 – 2 NOVEMBRE 2002

**Elizabeth Beale** est présidente-directrice générale du Conseil économique des provinces de l'Atlantique depuis 1996, conseillant à ce titre les gouvernements de ces provinces en matière de planification régionale et de stratégie économique. Ses intérêts de recherche englobent une variété de questions relatives à l'économie des Maritimes, notamment le développement régional, les relations interprovinciales, le commerce extérieur et la fiscalité fédérale. Madame Beale travaille aussi en lien étroit avec les milieux d'affaires et autres acteurs sociaux à la mise en valeur des occasions de croissance économique de la région. Résidente de Halifax (Nouvelle-Écosse), Elizabeth Beale est diplômée de l'Université de Toronto et titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université Dalhousie. Activement engagée dans nombre d'organismes professionnels et communautaires, elle est actuellement directrice du Telecom Applications Research Alliance et siège au Conseil national de la statistique, au Conseil de l'Université de Dalhousie, au Red Tape Reduction Committee (Nouveau-Brunswick), au conseil consultatif du Atlantic Innovation Fund et au comité consultatif ministériel sur les sciences et les technologies de Ressources naturelles Canada.

**Gerard W. Boychuk** est professeur adjoint au Département de sciences politiques de l'Université de Waterloo. Spécialiste des politiques publiques et notamment des politiques sociales du Canada et des États-Unis, il est l'auteur de *Patchworks of Purpose: The Development of Provincial Social Assistance Regimes in Canada*, qui lui a valu le prix Donner du meilleur ouvrage canadien sur les politiques publiques ainsi que le prix Donald Smiley, décerné par l'Association canadienne des sciences politiques à la meilleure étude sur les politiques et l'appareil gouvernemental du Canada. Citons parmi ses récentes publications une analyse comparative des politiques publiques canadiennes et américaines dans les domaines de la redistribution fiscale, de l'enseignement postsecondaire et des soins de santé. Il collabore actuellement à titre d'auteur au projet North American Linkages, une initiative interministérielle du gouvernement du Canada.

**Alan Broadbent** est président et chef de la direction de la société de portefeuille privée Avana Capital Corporation et président de la Maytree Foundation, qui se voue à l'étude de la pauvreté au Canada par le biais notamment des programmes de soutien aux immigrants et réfugiés. De cette fondation est né en 1992 le Caledon Institute of Social Policy, que préside aussi M. Broadbent, lequel est en outre PDG de Jamsco Inc. ainsi que président de la Philanthropic Initiative et de Pace Integration, une entreprise technologique canadienne spécialisée à l'international dans la conception de systèmes intégrés de cartes intelligentes. M. Broadbent est enfin administrateur de Tides Foundation (Canada), de l'Institut canadien des affaires internationales, de la Literary Review of Canada, de la Canadian Merit Scholarship Foundation et de l'Agora Foundation.

IRPP

N  
O  
T  
I  
C  
E  
S  
  
B  
I  
O  
G  
R  
A  
P  
H  
I  
Q  
U  
E  
S

**Jack L. Carr** est professeur d'économie à l'Université de Toronto et chercheur adjoint au Institute for Policy Analysis de cette même université, dont il est par ailleurs diplômé. Également diplômé de l'Université de Chicago, il a été directeur d'études au troisième cycle et directeur suppléant du Département d'économie, se spécialisant en politiques monétaires, financières et juridiques. Il est l'auteur de neuf ouvrages et monographies ainsi que de nombreux articles sur diverses questions économiques, publiés notamment dans *Journal of Political Economy*, *American Economic Review*, *Canadian Journal of Economics* et *Journal of Finance*.

**Stephen Clarkson** est spécialiste des relations canado-américaines. Diplômé d'Oxford et de la Sorbonne, il s'est plus récemment intéressé aux enjeux apparus dans la foulée des attentats du 11 septembre. Longtemps professeur, il a beaucoup écrit sur les questions de politique fédérale et municipale de même que sur la politique étrangère du Canada. Sa biographie en deux tomes de Pierre Elliott Trudeau lui a valu de nombreuses récompenses, dont le prix du Gouverneur général de l'essai. Il vient de publier *Uncle Sam and Us: Globalization, Neoconservatism, and the Canadian State* (2002) et prépare un ouvrage sur la gouvernance nord-américaine pendant et après l'ALENA. M. Clarkson a obtenu le titre Jean Monnet (Institut universitaire européen), le Killam Senior Research Fellowship et un titre du Woodrow Wilson International Center for Scholars.

**Marcel Côté** est partenaire principal chez SECOR, cabinet conseil situé à Montréal, et membre associé du Center of International Affairs de la Harvard University. On lui doit un ouvrage intitulé *By Way of Advice: Economic Strategies for a Market-Driven World*, ainsi que deux autres écrits en collaboration: *Growing the Next Silicon Valley* et *If Quebec Goes: The Real Cost of Separation*. Auteur d'une chronique mensuelle que l'Institut canadien des comptables agréés publie dans son *CA Magazine*, M. Côté est souvent appelé à traiter de questions économiques devant des auditoires de gens d'affaires. Dans la haute fonction publique, il a fait carrière comme conseiller en matières économiques auprès du premier ministre du Québec et comme responsable de la planification stratégique et des communications au bureau du premier ministre du Canada. M. Côté détient une maîtrise en sciences économiques de la Graduate School of Industrial Administration, attachée à la Carnegie Mellon University. Il a enseigné à l'Université de Sherbrooke ainsi qu'à l'Université du Québec à Montréal.

**Thomas J. Courchene** est né à Wakaw, en Saskatchewan et a fait ses études à la University of Saskatchewan (baccalauréat spécialisé, 1962) et à Princeton (Ph.D., 1967). De 1965 à 1988, M. Courchene a été professeur d'économie à la University of Western Ontario. Pendant le trimestre de l'automne 1986, Tom Courchene a été professeur invité à l'École nationale d'administration publique (Montréal). Pendant l'année universitaire 1987-1988, il a été le titulaire de la Chaire John P. Robarts en Études canadiennes à la York University. En 1988, M. Courchene a accepté la direction de la nouvelle School of Policy Studies de Queen's University (1988-1992). À l'heure actuelle, M. Courchene est titulaire de la Chaire Jarislowsky-Deutsch de politique économique et financière de Queen's University, il fait partie du département d'économie, de la School of Policy Studies et de l'école de droit, en plus de diriger le John Deutsch Institute for the Study of Economic Policy.

**Pierre Desrochers** est directeur de la recherche à l'Institut économique de Montréal. Pierre Desrochers détient un Ph.D. en géographie de l'Université de Montréal et a effectué un stage post-doctoral de 2 ans à l'Université Johns Hopkins (Baltimore, Maryland). Ses principaux champs d'intérêt sont le développement économique, les politiques environnementales et urbaines et les finances publiques. Il compte à son actif plus d'une dizaine d'articles scientifiques et une centaine de chroniques économiques. Il s'est mérité

plusieurs bourses et récompenses académiques pour la qualité de sa recherche sur le développement durable.

**Daniel Drache** est directeur du Robarts Centre for Canadian Studies et professeur de sciences politiques à la York University. On lui doit de nombreux textes sur la mondialisation et les limites de l'économie de marché, sur les blocs commerciaux, l'emploi et l'intégration économique. Son dernier ouvrage, *The Market or the Public Domain: Global Governance and the Asymmetry of Power*, a paru en 2001. M. Drache a été chercheur adjoint à l'Institut universitaire européen de Florence de même que professeur invité au CEPREMAP-CNRS de Paris, à la Macquarrie University, à la University of Western Sydney et à l'AGSM de la New South Wales University, ainsi que conférencier invité à l'UNAM du Mexique. Il enseigne actuellement la politique économique internationale aux étudiants de troisième cycle de la York University et prépare un ouvrage intitulé *In Search of North America: Do Borders Matter Any Longer?*

Né en 1949 à Chicoutimi, **Christian Dufour** est avocat. Il fait présentement de la recherche et enseigne à l'École nationale d'administration publique (ÉNAP) à Montréal. C'est un conférencier et un analyste recherché sur les thèmes du fédéralisme canadien, des relations Québec-Canada, des questions identitaires et des grandes réformes de l'État. Après avoir été assistant du Protecteur du citoyen pendant trois ans, il est entré en 1975 à l'emploi de l'administration publique québécoise où il a travaillé une douzaine d'années dans le domaine des relations fédérales-provinciales et de l'immigration. Au secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC), il a été, entre autres, adjoint exécutif au sous-ministre et directeur de la planification et de la recherche. De 1987 à 1992, il a enseigné au département de science politique de l'université Laval. Durant cette période, il a également été responsable, à l'Institut de recherche en politiques publiques, de projets de recherche sur le nationalisme québécois et le concept de société distincte. M. Dufour est l'auteur de *Le défi québécois* (1989), *La rupture tranquille* (1992) et *Lettre aux souverainistes québécois et aux fédéralistes canadiens qui sont restés fidèles au Québec* (2000). Il a également contribué à plusieurs ouvrages collectifs et signé plusieurs articles dans les revues spécialisées et les journaux.

**Earl H. Fry** est professeur de sciences politiques et «endowed professor» d'études canadiennes à la Brigham Young University. Il est actuellement membre de la chaire Thomas O. Enders des relations canado-américaines de l'Université McGill. Ancien président de l'Association for Canadian Studies in the United States et assistant spécial au bureau du délégué commercial des États-Unis, il a publié de nombreux ouvrages sur les relations canado-américaines, l'ALENA et la politique étrangère américaine.

**Michael Hart** est professeur à la chaire Simon Reisman de la Norman Paterson School of International Affairs de Carleton University, où il donne des cours sur le droit et les institutions du commerce international. À titre de président-fondateur et maintenant membre émérite du Centre for Trade Policy and Law de cette même université, il fournit conseils et analyses stratégiques aux gouvernements, aux organisations et entreprises internationales, dirigeant par ailleurs des missions de formation destinées aux représentants gouvernementaux affectés aux économies en développement et en transition. Cet ancien représentant du ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international a participé aux négociations sur le libre-échange Canada-États-Unis, l'ALENA et diverses ententes relatives aux GATT, à l'industrie textile et à celle des matières premières. Auteur de nombreux livres et articles sur le commerce international, dont *A Trading Nation: Canadian Trade Policy from Colonialism to Globalization* (2002).

**Joseph Heath** dirige une chaire de recherche canadienne en éthique et économie politique à l'Université de Montréal. Il a publié deux livres, *Communicative Action and Rational Choice* (2001) et *The Efficient*

*Society: Why Canada Is as Close To Utopia as It Gets* (2001), ce dernier expliquant pourquoi le Canada figure en tête du classement des Nations unies pour l'indice de la qualité de vie. M. Heath est aussi l'auteur de plusieurs textes, dont les suivants : « Is Language a Game? », paru dans le *Canadian Journal of Philosophy*, « A Multi-Stage Model of Morals by Agreement », paru dans *Dialogue*, et « The Problem of Foundationalism in Habermas's Discourse Ethics », paru dans *Philosophy and Social Criticism*.

**John F. Helliwell** est professeur d'économie à l'Université de la Colombie-Britannique. Ses recherches des 15 dernières années ont surtout porté sur la croissance et la macroéconomie, de même que sur les institutions face à l'ouverture des marchés. Il collabore actuellement à plusieurs projets interdisciplinaires étudiant le lien entre santé économique, humaine et sociale, le rôle du capital social et des déterminants du bien-être subjectif ainsi que l'importance étonnamment grande des frontières nationales. M. Helliwell a été professeur invité à la chaire Mackenzie King du Canadian Studies de Harvard University et membre invité de la chaire Christensen du St. Catherine's College, à Oxford, où il avait obtenu son doctorat en économie. Citons parmi ses récents ouvrages *How Much Do National Borders Matter?* (1998), *The Contribution of Human and Social Capital to Sustained Economic Growth and Well-Being* (2001) et *Globalization and Well-Being* (2002).

**Andrew Jackson** est économiste principal au Congrès du travail du Canada (CTC) depuis 1989 ainsi qu'associé de recherche au Canadian Centre for Policy Alternatives. Ses domaines d'intérêt se partagent entre le marché du travail et la qualité des emplois, la distribution des revenus et la lutte contre la pauvreté, la macroéconomie et la fiscalité, de même que les répercussions de la mondialisation sur le monde du travail et l'économie sociale-démocrate. Auteur de nombreux articles parus dans la presse spécialisée et populaire, il est également coauteur de trois ouvrages, dont *Falling Behind: The State of Working Canada 2000*. M. Jackson a réintégré le CTC en juin 2002 après avoir été pendant deux ans directeur de recherche au Conseil canadien du développement social. Diplômé de la London School of Economics, il est titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université de la Colombie-Britannique. Avant son entrée au CTC, il avait travaillé pour Ed Broadbent, alors chef du Nouveau parti démocratique, et pour le Canadian Labour and Business Centre.

**Pierre Marc Johnson** — Né en 1946, avocat, médecin, ancien Premier Ministre du Québec et ancien professeur de droit à l'Université McGill. Me Johnson est avocat-conseil au cabinet Heenan Blaikie de Montréal depuis 1996 et administrateur de sociétés. Il pratique dans les domaines de négociations commerciales dans les secteurs financiers, des nouvelles technologies de l'information, du divertissement, de l'immobilier et du développement de partenariats internationaux. Il a une vaste expérience dans les négociations internationales sur les questions d'environnement et de développement auprès des Nations-Unies. Monsieur Johnson est Président du comité-aviséur sur les effets environnementaux du commerce auprès de la Commission Nord-Américaine de Coopération Environnementale; il a été Vice-président de la Table Ronde Nationale sur l'économie et l'environnement et Président de son comité des affaires étrangères 1990-97. Il est l'auteur de nombreux articles et plus particulièrement d'un ouvrage sur le commerce international intitulé *The Environment and Nafta - Understanding and Implementing the New Continental Law* publié chez Island Press, Washington D.C. en janvier 1996. Monsieur Johnson est Docteur Honoris Causa de l'Université Claude Bernard, Lyon (1993). Il est également membre de la Société Royale du Canada (1995) et Grand officier de l'Ordre de la Pléiade (2000).

**Laura Jones** dirige LJM Consulting, société-conseil spécialiste des problèmes d'environnement et de réglementation. Elle était auparavant directrice du Centre for Studies in Risk and Regulation du Fraser Institute, où elle est actuellement maître auxiliaire. Pendant ses années au Fraser Institute, elle a rédigé et

édité de nombreuses publications dont *Safe Enough? Managing Risk and Regulation* (2000) et *Canada's Regulatory Burden: How Many Regulations? At What Cost?* (2001). Madame Jones a aussi beaucoup publié dans la presse populaire. Diplômée en économie du Mount Holyoke College, au Massachusetts, et titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de la Simon Fraser University, en Colombie-Britannique, elle donne actuellement un cours d'économie au British Columbia Institute of Technology.

**John Kirton** est professeur adjoint de sciences politiques à l'Université de Toronto, membre du Trinity College, chercheur associé au Centre for International Studies, enquêteur principal du EnviReform Project et directeur du G8 Research Group à l'Université de Toronto. M. Kirton a par ailleurs dirigé l'équipe du projet de la Commission sur la coopération environnementale chargée d'étudier les effets de l'ALENA sur l'environnement, fondé et présidé le North American Environmental Standards Working Group, siégé au Comité de politique étrangère de la Table ronde du premier ministre canadien sur l'économie et l'environnement de même qu'au Comité consultatif sur le commerce international du Canada. Parmi ses récentes publications, citons deux articles intitulés « Trade's Benefits and Costs for the United States and Foreign Environmental Quality » et « NAFTA, Environmental Regulations and International Business Strategies », respectivement parus dans *Social Dimensions of U.S. Trade Policies* (2000) et *Global Focus* (1999), ainsi que *Environmental Regulations and Corporate Competitiveness: A NAFTA Perspective* (1999).

La politicologue, **Antonia Maioni**, est la directrice de l'Institut d'études canadiennes de McGill. Boursière William Dawson à McGill et professeur auxiliaire dans le département d'administration de la santé à l'Université de Montréal, elle symbolise une nouvelle génération de dirigeants universitaires. Montréalaise multilingue, Antonia Maioni a fait ses études à l'Université Laval avant d'obtenir une maîtrise à la *Norman Paterson School of International Affairs* à Carleton et un doctorat à l'Université Northwestern. Elle a occupé des postes de professeur invité à Harvard et à l'Université Duke aux États-Unis et à l'Institut universitaire européen. Elle étudie actuellement la réforme politique et l'avenir du modèle des soins de santé canadien, moyennant une subvention stratégique du Conseil de recherche en sciences humaines du Canada. Madame Maioni a publié de nombreux écrits dans le domaine de la politique comparée, en particulier sur la politique de santé. Elle est l'auteur de *Parting at the Crossroads: The Emergence of Health Insurance in the United States and Canada* (Princeton University Press, 1998) et a écrit sur un certain nombre de sujets connexes comme les aiguillons du marché et l'opinion publique dans la réforme des soins de santé, le fédéralisme et l'élaboration des politiques sociales, et l'État providence au Canada.

**Pierre Martin** (Ph.D., Northwestern, 1991) est professeur agrégé de science politique à l'Université de Montréal. Il est directeur du Groupe d'étude et de recherche sur la sécurité internationale (GERSI) des Universités de Montréal et McGill et membre associé du Centre canadien d'études allemandes et européennes. En 1999-2000, il était *William Lyon Mackenzie King Visiting Associate Professor of Canadian Studies*, à l'Université Harvard, et boursier Fulbright. Ses travaux et enseignements portent entre autres sur les relations internationales, l'économie politique internationale et l'analyse de l'opinion publique. Ses articles ont paru notamment dans: *Comparative Politics*, *Revue canadienne de science politique*, *International Journal*, *Études internationales* et *British Journal of Political Science*. Il est co-directeur, avec Mark Brawley, de l'ouvrage *Alliance Politics, Kosovo, and NATO's War: Allied Force or Forced Allies?* (New York: Palgrave, 2001).

**Barbara McDougall** est présidente-directrice générale de l'Institut canadien des affaires internationales, au Glendon College de Toronto. Au sein du gouvernement Mulroney, elle a occupé plusieurs fonctions importantes : secrétaire d'État aux Affaires étrangères, ministre de l'Emploi et de l'Immigration, ministre

d'État aux Finances. Tout au long de sa carrière, Mme McDougall a été associée à différents organismes consultatifs de haut niveau en matières de relations internationales, tels que le Inter-American Dialogue (basé à Washington, D.C.), le International Crisis Group (à Londres) et le Council on Foreign Relations (à New York).

**Matthew Mendelsohn**, professeur adjoint au Département de sciences politiques de Queen's University et directeur du Opinion Research Archive, enseigne et écrit sur les médias, les sondages, l'opinion publique et les relations entre le Québec et le reste du Canada. Ses récents travaux ont porté sur les référendums et les consultations publiques. Il a dirigé de 1996 à 1998 un programme de recherche sur l'unité canadienne pour le Bureau du conseil privé du gouvernement canadien.

**Isidro Morales** est doyen de l'École des sciences sociales de la Universidad de las Américas-Puebla. Coauteur de deux ouvrages, M. Morales a publié dans des revues spécialisées de nombreux articles traitant surtout de questions liées à l'intégration et au commerce. Ses principaux domaines de recherche sont la géopolitique et la géo-économie des marchés commerciaux et d'investissement, l'économie politique de l'intégration régionale, les liens commerciaux entre le Mexique et les États-Unis et les relations Amérique latine-États-Unis. Il a publié dans *Le grand récit des Amériques* un texte intitulé « La crise de l'État entrepreneurial : le nationalisme mexicain revisité après l'intégration économique avec l'Amérique du Nord », et prépare un livre sur l'état actuel et futur du régionalisme nord-américain. M. Morales siège au Conseil du Yale-based Academic Council on the United Nations System (ACUNS).

**Pierre Paquette** est l'actuel député de Joliette à la Chambre des communes, élu sous la bannière du Bloc québécois dont il a été le vice-président de 1998 à 2000. Titulaire d'une maîtrise en sciences économiques de l'Université de Montréal, il est d'abord professeur au cégep de Maisonneuve, à Montréal, avant d'être élu président du Conseil central de Montréal de la Centrale des syndicats nationaux (CSN), puis secrétaire général de la CSN (1990-1998). Il quittera le syndicalisme pour animer à Télé-Québec l'émission « Droit de parole » (1998-1999). M. Paquette siège au Conseil économique du Canada et au conseil d'administration d'OXFAM Québec. Auteur de nombreux articles et d'un livre intitulé *Un Québec pour l'emploi* (1995), il a dirigé la publication de deux autres ouvrages, *Le Québec et la ZLÉA : un projet pour les Amériques ?* (2002) et *Pour envisager l'avenir autrement : la souveraineté* (2002), collaborant enfin à la rédaction de *À la prochaine ? Une rétrospective des référendums québécois de 1980 et 1995*.

**Jean Paré** a mené une riche carrière de journaliste, d'éditeur et d'auteur marquée par la fondation en 1976 de *L'actualité*, revue d'information qu'il a dirigée jusqu'en 2000. Parmi de nombreuses activités professionnelles, il fut aussi rédacteur en chef du *Magazine Maclean* (1975-1976), président de la Commission d'étude sur l'accès à l'information (1981-1982) et président fondateur de l'Association québécoise des éditeurs de magazines (1992-1995). Ce lauréat des prix Judith-Jasmin et Olivar-Asselin, entre autres distinctions reconnaissant sa contribution exceptionnelle au monde du journalisme, est aussi l'auteur de plusieurs ouvrages dont le plus récent, *Journal de l'An I du troisième millénaire*, a paru en 2002. Membre de la Société géographique royale du Canada, M. Paré siège aux conseils de l'Orchestre symphonique de Montréal, de l'Association québécoise des éditeurs de magazines et de la Société pour la conservation de la nature du Québec. À noter enfin qu'on lui doit la traduction de trois ouvrages de Marshall McLuhan, dont *La Galaxie Gutenberg*, et de *La Révolution des droits* de Michal Ignatieff.

**Andrew Parkin** est directeur adjoint du Centre de recherche et d'information sur le Canada, dont il supervise depuis Ottawa les activités de recherche et les enquêtes d'opinion (y compris les sondages

BorderLines 2002 et Portraits du Canada). Son expérience de chercheur englobe la politique canadienne, la théorie politique et la réforme des institutions libérales et démocratiques. Auteur de nombreux articles sur ces questions parus dans des publications tant universitaires que généralistes, il a enseigné les sciences politiques, la sociologie et les études canadiennes dans plusieurs universités des Maritimes, du Québec et de l'Ontario.

**Robert Pilon** est économiste et sociologue. Il a travaillé pour l'Association de l'industrie du disque et du spectacle du Québec (ADISQ) de 1987 à 1999, d'abord comme consultant puis comme vice-président aux affaires publiques. Il est actuellement vice-président directeur de la Coalition pour la diversité culturelle (CDC), qui regroupe trente organismes professionnels représentant au Canada artistes, producteurs, distributeurs et diffuseurs des secteurs francophones et anglophones de l'édition, du cinéma, de la télévision, de la musique, du spectacle et des arts visuels. À l'heure de la mondialisation de l'économie et de la multiplication des ententes commerciales internationales, la CDC a pour mandat de défendre aux deux échelons national et international la liberté pour les pays et gouvernements d'adopter les politiques de leur choix en appui à leur diversité culturelle.

**André Plourde** est professeur adjoint de politique énergétique à la chaire EPCOR de la School of Business de l'Université de l'Alberta. Titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en économie de l'Université du Nouveau-Brunswick, ainsi que d'un doctorat de l'Université de la Colombie-Britannique, il s'est joint à l'Université de l'Alberta en 1998 après avoir travaillé aux universités de Toronto et d'Ottawa. En 1997-1998, M. Plourde a été directeur des études économiques et de l'analyse politique au Ministère des Finances du Canada. Il a par ailleurs siégé à de nombreux comités consultatifs ainsi qu'au comité de rédaction du *Energy Journal*, ayant aussi collaboré au *Energy Studies Review*. Ses recherches ont jusqu'ici porté sur l'économie énergétique et les politiques canadiennes en matière d'énergie et d'environnement.

**Daniel Racette** est professeur et directeur d'études à l'Institut d'économie appliquée des HEC de Montréal, de même que président de l'Association des économistes québécois (ASDEQ). Ses principaux domaines de recherche sont la macroéconomie, la théorie monétaire et la finance internationale. Coauteur d'un ouvrage sur le financement des exportations canadiennes, il a publié dans des revues scientifiques plusieurs articles sur la Crise de 1929, le taux de change du dollar canadien-américain et la politique monétaire du Canada. Il est aussi l'auteur de « Monetary Control in Canada », document rédigé pour la Commission Macdonald, et de « La coordination internationale des politiques macroéconomiques », un texte publié dans le Rapport de la Commission Bélanger-Campeau. M. Racette a aussi été consultant auprès de la Banque du Canada, du conseil exécutif du gouvernement du Québec et du Conseil économique du Canada.

Depuis 1999, **Hugh Segal** est président de l'Institut de recherche en politiques publiques (IRPP), qui est en ce domaine le plus ancien institut de recherche indépendant et non partisan au Canada, basé à Montréal. Diplômé de l'Université d'Ottawa, M. Segal est professeur de politique publique au School of Business de Queen's University et membre Ivey de la School of Policy Studies. Il siège aux conseils d'administration d'entreprises des secteurs public et privé dans divers domaines dont l'énergie, le génie, la construction, la technologie, les boissons alcooliques et le marketing. Dans les secteurs communautaire et public, M. Segal est membre d'une série de conseils, y compris le Conseil Atlantique du Canada, l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill, la fondation Walter et Duncan Gordon et le comité consultatif canadien de la fondation Ditchley. Hugh Segal a également occupé plusieurs postes de haute responsabilité dans les secteurs public et privé, y compris ceux de secrétaire associé du cabinet pour les relations fédérales-

provinciales en Ontario, chef de cabinet du premier ministre, adjoint législatif du chef de l'opposition à Ottawa, directeur des relations avec les entreprises et les investisseurs à la société John Labatt Ltd. et directeur des firmes Advance Planning Consultants et Camp Associates Advertising, qui font toutes deux partie du groupe Tact. M. Segal a aussi été vice-président de l'Institut de la publicité canadienne. En 1998, M. Segal est arrivé deuxième, sur cinq candidats, au premier tour de scrutin visant à élire le chef du Parti progressiste-conservateur du Canada. Ancien chroniqueur du *Toronto Star* et du *Financial Post* et commentateur invité sur les réseaux CTV, CBC et PBS, Hugh Segal a écrit trois livres sur la politique et les politiques publiques : *No Surrender* (Harper Collins, 1994) *Beyond Greed* (Stoddart, 1998) et *In Defence of Civility* (Stoddart, 1999), et corédigé deux ouvrages sur les politiques publiques : *No Small Measure* (Deneau, 1982) et *Election: Strategies, Issues and Tactics* (Prentice Hall, 1988).

**Julie Soloway** est associée du cabinet Davies Ward Phillips & Vineberg LLP, spécialisé dans le droit du commerce international et de la concurrence. Madame Soloway y a récemment conseillé des clients sur une variété de questions internationales, y compris l'OMC et l'ALENA, les réclamations des États et des investisseurs, les lois anti-dumping, les achats gouvernementaux, les contrôles à l'exportation, les sanctions commerciales et la révision des placements à l'étranger prévue en vertu de la législation canadienne en la matière. Sans compter plusieurs autres questions relatives aux lois canadiennes sur la concurrence, les fusions multi-juridictionnelles notamment. Madame Soloway était auparavant consultante en commerce international au Centre for International Studies de l'Université de Toronto et avait travaillé pour le cabinet Charles River Associates. Elle est actuellement vice-présidente du Comité de concurrence internationale et de droit commercial de la Section du droit de la concurrence de l'Association du barreau canadien.

**Michelle Swenarchuk** est avocate et directrice des programmes internationaux de l'Association canadienne du droit de l'environnement, spécialiste à ce titre des lois relatives à la protection de l'environnement, au commerce, aux droits des autochtones, aux relations de travail et à l'administration publique. Outre ses mandats clients, elle participe aux réformes et consultations gouvernementales sur une variété de questions juridiques et environnementales. Elle a publié des textes et prononcé des conférences traitant notamment des répercussions du commerce mondial sur l'environnement, et participé à diverses négociations et tribunes internationales sur le commerce, l'investissement, le développement et l'écologie. Elle est actuellement conseillère auprès du gouvernement fédéral pour le Protocole de Carthagène sur la biosécurité et la section Investissement de l'ALENA.

**Gordon G. Thiessen** a été gouverneur de la Banque du Canada pour un mandat de sept ans (1994-2001). Titulaire d'un doctorat en économie de la London School of Economics, il s'est joint à la Banque du Canada en 1963 et y a travaillé aux services de recherche et d'analyse monétaire et financière. Économiste invité à la banque de réserve d'Australie de 1973 à 1975, il a été nommé en 1979 conseiller du gouverneur de la Banque du Canada, gouverneur suppléant en 1984, puis vice-gouverneur en 1987, siégeant également au Conseil et au comité directeur de cette institution. En 1996, il a reçu du gouvernement suédois l'Ordre de l'étoile polaire en reconnaissance du soutien de la Banque du Canada à la banque centrale de Suède. M. Thiessen mène aujourd'hui diverses activités liées à la collecte de fonds pour des œuvres de charité, à la gestion universitaire et à la recherche politique, tout en siégeant au conseil d'administration de quelques entreprises.

**Debora L. VanNijnatten** est professeure adjointe de sciences politiques à l'Université Wilfrid-Laurier. Ses recherches portent principalement sur les politiques environnementales canado-américaines, les liens entre science et politique et les politiques publiques des États et provinces. Coéditrice de *Canadian*

*Environmental Policy: Context and Cases* (2002), elle a publié ou publiera sous peu dans *Canadian-American Public Policy*, *How Ottawa Spends 2002-2003* et *The American Review of Canadian Studies*.

**Mark A. A. Warner** est avocat-conseil aux cabinets Hughes Hubbard & Reed LLP de New York et de Washington, D.C., où il se spécialise dans une variété de questions internationales relatives aux lois antitrust, aux échanges commerciaux, à la criminalité des affaires et au droit à la vie privée. Il était auparavant conseiller juridique auprès de l'Organisation de la coopération et du développement économique à Paris. Diplômé en droit international et comparatif du Georgetown University Law Center, titulaire d'une maîtrise en économie de l'Université de Toronto et d'un baccalauréat avec spécialisation en économie et sciences politique de l'Université McGill, M. Warner est membre du barreau de l'Ontario et de l'État de New York. Coauteur du principal traité canadien de droit commercial et auteur de nombreux chapitres d'ouvrages variés, il a publié dans plusieurs revues et périodiques des textes sur les questions de concurrence, de commerce, de droit et de politique d'investissement.

**Peter G. White** est une figure bien connue dans le monde canadien des affaires. D'orientation conservatrice, il s'intéresse de près à la politique fédérale et aux affaires publiques canadiennes. Né au Brésil puis élevé au Canada et en Suisse, il a obtenu en 1963 un diplôme en droit de l'Université Laval, à Québec. Dans cette même université, il a fondé le Laval Congress on Canadian Affairs. Il a été président fondateur du Forum des politiques publiques et président du Conseil pour l'unité canadienne. Dans la haute fonction publique, il a été premier secrétaire auprès du premier ministre canadien M. Brian Mulroney; adjoint particulier auprès de M. Maurice Sauvé, alors ministre des Forêts et du Développement rural dans le cabinet fédéral; et adjoint particulier de M. Daniel Johnson, père, alors premier ministre du Québec. Dans le monde des affaires, M. White a fondé le Sterling Newspaper Group. De plus, il a été président du conseil, puis président-directeur général de Domgroup Ltd et éditeur de Saturday Night Magazine. Les activités de M. White sur la scène internationale lui ont valu la reconnaissance de la France : le 10 avril 1997, le président de la République le nommait Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur. M. White a largement contribué au développement des liens économiques entre le Canada et la France : au titre du Club d'affaires Canada-France (dont il fut président) et au titre de l'Institut canadien des affaires internationales (dont il occupa longtemps la présidence avant d'y devenir président du conseil). Aujourd'hui, M. White est vice-président exécutif de Ravelston Corporation et d'Argus Corporation. Il siège également aux conseils d'administration de Hollinger Inc., d'UniMedia Inc., de Southam Inc., de Telesystem Ltd., de Proprietary Energy Industries Inc. et de Cinram International.

**Robert Wolfe** est professeur adjoint à la School of Policy Studies de Queen's University à Kingston. Longtemps représentant à l'étranger, il a servi à ce titre au Bangladesh et dans la délégation canadienne de l'OCDE à Paris. Auteur de *Farm Wars: The Political Economy of Agriculture and the International Trade Regime* (1998) et de nombreux autres ouvrages sur l'Organisation mondiale du commerce, il a récemment publié en collaboration avec Matthew Mendelsohn *Probing the Aftermyth of Seattle: Canadian Public Opinion on International Trade, 1980-2000* (2001) et *Globalization, Trade Policy, and the Permissive Consensus in Canada* (2002). Ses recherches en cours, qui portent sur la notion de gouvernance au sein du système commercial, s'inscrivent dans un projet commun financé par la Commission parlementaire du Canada.